



Adoptez l'éco-attitude
N'imprimez ce document que si c'est nécessaire



Futur accord Intéressement Participation : des critères échappant aux salariés.

Les négociations sur la future RVC (intéressement/participation) ont démarré depuis 15 jours. Le moins que nous puissions vous dire, c'est qu'il n'y aucune avancée bénéfique pour les salariés. Si vous décidiez d'inviter le collectif AS à la table des négociations (à partir de 2023 grâce à vos votes !), **nos demandes porteraient sur une meilleure répartition de la richesse créée. Pour cela, seule une amélioration des critères liés à la performance financière chez LCL s'impose.**

Propositions de notre Direction LCL :

- ♣ Maintien de la base de calcul actuelle (de 9,7% X RE LCL banque de proximité sous-jacent).
- ♣ Passage de 2 à 3 boosts avec maintien du plafond global de 9M€. Le boost 1 resterait inchangé. L'indicateur du boost 2 deviendrait l'IRC stratégique (benchmark entre les établissements bancaires) et non plus l'IRC opérationnel (mesure interne LCL). Le 3^{ème} et nouveau Boost serait adossé à un indicateur de diminution de l'empreinte carbone (sans plus de précisions).

Ce qu'Autrement Solidaires demanderait si nous étions à la table des négociations :

- ♥ **Rehaussement** de la base de calcul actuelle du socle de la RVC de 9,7% à 12% du RE (environ 26M€ de plus sur la base des résultats de 2021).
- ♥ Réduction du **seuil de déclenchement de l'intéressement à 400M€** (actuellement de 530 M€). Celui-ci ne répond à aucune urgence économique au regard de la santé financière du Groupe.
- ♥ Augmentation de l'abondement sur PEE de **300%** sur les **100 premiers Euros** (au lieu de 50€).
- ♥ **Doublement de l'abondement (de 50% à 100%) à partir de 100€ placés et jusqu'à 700€ épargnés.**

Si l'accord est signé en l'état, il s'éloignera dangereusement d'un intéressement/participation construit essentiellement sur nos résultats financiers. Certes, les boosts permettent de doper la RVC, mais de façon très aléatoire. Ils ne doivent donc en aucun cas venir, petit à petit, se substituer au juge de paix qu'est le bilan financier LCL. Comme disaient les shadoks, « Avec un escalier prévu pour la montée on réussit souvent à monter plus bas qu'on ne serait descendu avec un escalier prévu pour la descente. »

Si nous étions à la table des négociations, nos demandes feraient la part belle au fruit du travail et non à des critères subjectifs (l'EMP s'en charge déjà). Autrement Solidaires ne souhaite pas de RVC « usine à gaz ». Pour AS, il est aussi temps de réviser les règles d'abondements pour relancer un système d'épargne salariale de plus en plus boudé par les salariés LCL. Le bilan social LCL en atteste.

Une deuxième réunion de négociation était prévue le 27 avril. A ce jour, aucun retour de personne...

Autrement Solidaires National : Sandra Dellarocca (MED, membre CSEC) 06 78 29 11 14, Pascale Dorche (GPSE, membre CSEC remplaçante), Thierry Cornu (GPNO) 06 64 98 45 24, Isabelle Marro (MED) 06 47 41 91 06, Gilles Bacquet (NO) 06 78 47 48 04, Laurence Bonnat (GPSE) 06 98 43 23 42, Frédéric Bureau (NO) 06 85 03 98 31, Franck Lecomte (NO) 06 80 50 77 55, Sophie Godalisse (MED) 06 62 37 98 73, Sylvie Perron (OUEST) 07 67 17 36 41, Isabelle Joncour-Danel (GPNO) 06 15 46 92 70, Soraya Baali (Siège opérationnel) 07 61 56 36 64, Elisabeth Boeykens-Liger (GSO) 06.15.35.59.92, Isabelle Depecker (EST) 06.07.43.60.70 contact@autrement-solidaires.fr

